



Commune de Florennes
Province de Namur

ARRETE DE POLICE

Le Bourgmestre,

VU la loi du 16.03.1968 relative à la police de la circulation routière ;

VU la loi du 24 juin 2013 concernant les sanctions administratives communales ;

VU l'arrêté royal du 01.12.1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ;

VU l'arrêté ministériel du 11.10.1976 fixant les conditions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

VU la circulaire ministérielle relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;

VU l'article 130 bis de la Nouvelle Loi Communale ;

VU les dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

VU le Règlement Général de Police Administrative ;

CONSIDERANT que l'entreprise FODETRA doit réaliser pour le compte d'ORES une pose de câbles, route Charlemagne (RN97) sur le territoire de Florennes et Rosée, à partir du 07 octobre 2019 (prolongation) ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre des mesures en vue d'assurer la bonne réalisation des travaux et la sécurité des usagers de la route et des piétons ;

CONSIDERANT que les mesures ci-après concernent la voirie communale et la voirie régionale ;

ARRETE :

Article 1

- Du 07 octobre au 31 décembre 2019, sur le territoire de Florennes et Rosée, la circulation de tout véhicule est réglementée route Charlemagne(RN 97) – tronçon compris entre la route de Lautenne et la rue de Franchimont, rue de Franchimont et route de Lautenne, au moyen de panneaux de signalisation routière conformes à l'arrêté ministériel relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique – chantier de 2ème catégorie et de feux tricolores.
- Sur le même tronçon de la RN 97, rue de Franchimont et rue de Lautenne, la vitesse de tout véhicule est limitée à 30 Km/h

Article 2

L'exécutant des travaux sera en outre tenu de se conformer au schéma de signalisation prévu à l'AM du 07.05.1999, portant la signalisation des chantiers.

Article 3

La signalisation prévue sera placée par et sous la responsabilité du demandeur et ce conformément aux dispositions de l'AR du 01.12.1975 et de l'AM du 25.03.1977.

Article 4

Le présent arrêté sera publié conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, sans qu'il ne soit toutefois fait application du délai de cinq jours avant son entrée en vigueur.

Article 5

Les infractions aux dispositions de cet arrêté seront punies de sanctions administratives à moins que pour le fait commis la loi ou les règlements généraux n'aient prévu d'autres peines.

Article 6

Le présent arrêté sera transmis au Gouverneur de la Province de Namur, au Service du Mémorial Administratif à Namur, aux Greffes du Tribunal de 1ère Instance à Dinant et du Tribunal de Police à Dinant, au Commissaire Divisionnaire de la zone de Police FLOWAL.

Fait à Florennes, le 02 octobre 2019

Le Bourgmestre,

Stéphane LASSEAUX



2019/200